

**DÉLIBÉRATION N° 5.00**  
**DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 07 DÉCEMBRE 2022**  
**RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 29 NOVEMBRE 2022**  
**AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTÉLIMAR**  
**SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. JULIEN CORNILLET**

L'an deux mille vingt-deux, le 07 décembre à 18 h 30, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Yannick ALBRAND, M. Bruno ALMORIC, M. Hervé ANDEOL, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Pascal BEYNET, M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, Mme Françoise CAPMAL, M. Fermin CARRERA, M. Laurent CHAUVEAU, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, M. Julien DECORTE, M. Allain DORLHIAC, Mme Josiane DUMAS, M. Julien DUVOID, Mme Christel FALCONE, Mme Marielle FIGUET, Mme Cécile GILLET, M. Jacky GOUTIN, M. Norbert GRAVES, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, M. Damien LAGIER, M. Laurent LANFRAY, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Cyril MANIN (jusqu'à la délibération n° 2.02 et à partir de la délibération n° 5.00), Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Sandrine MOURIER, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT, M. Dorian PLUMEL, Mme Françoise QUENARDEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, Mme Vanessa VIAU, M. Jean-Luc ZANON.

POUVOIRS : Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (pouvoir à M. Laurent LANFRAY), Mme Sandra CEYTE (pouvoir à M. Julien DUVOID), M. Jean-Bernard CHARPENEL (pouvoir à M. Jean-Luc ZANON), Mme Aurore DESRAYAUD (pouvoir à M. Christophe ROISSAC), M. Jean-Michel GUALLAR (pouvoir à Mme Fabienne MENOVAR), M. Philippe LHOTTELLIER (pouvoir à Mme Anne BELLE), Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir à Mme Emeline MEHUKAJ), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Florence MERLET (pouvoir à M. Fermin CARRERA), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à Mme Ghislaine SAVIN), Mme Maryline ROISSAC (pouvoir à Mme Marielle FIGUET), Mme Demet YEDILI (pouvoir à M. Cyril MANIN).

EXCUSÉS : M. Chérif HEROUM, Mme Danièle JALAT.

ABSENTS : M. Karim BENSID-AHMED, M. Jean-Frédéric FABERT, M. Cyril MANIN (à partir de la délibération n° 3.00 et jusqu'à la délibération n° 4.02), M. Karim OUMEDDOUR,

Secrétaire de séance : Mme Valérie ARNAVON.

## **5.00 \_ MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE**

M. Pascal BEYNET, conseiller communautaire, rapporteur expose à l'assemblée :

La Communauté d'Agglomération Montélimar-Agglomération exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, la compétence en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage, conformément à l'article L.5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales.

A ce titre, elle a aménagé une aire d'accueil des gens du voyage itinérants sur la parcelle cadastrée YD 35, située Hameau des Travailleurs à Montélimar, pour se mettre en conformité avec le Schéma départemental d'accueil des gens du voyage, co-piloté par l'État et le Département de la Drôme.

Depuis la création de l'aire d'accueil, un règlement intérieur régit les relations entre le gestionnaire et les occupants. Il précise notamment les conditions de séjour, les règles de

vie en collectivité, ainsi que les droits et obligations réciproques des occupants et du gestionnaire.

Ce règlement déjà ancien est aujourd'hui à actualiser au regard du retour d'expérience du fonctionnement de l'aire, du prix des fluides / matériaux ainsi que du décret du 26 décembre 2019 relatif aux aires permanentes d'accueil.

Le nouveau règlement s'appliquera à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, pour être en phase approximativement avec la date de réouverture de l'aire, fermée actuellement pour cause de travaux.

Les changements apportés au règlement concernent notamment :

- l'évolution du temps de séjour qui passe de 2 mois consécutifs maximum, 2 fois par année civile, avec des dérogations possibles pour hospitalisation ou scolarisation des enfants, à 3 mois consécutifs, 2 fois par année civile, sans possibilité de dérogation ;
- l'évolution de la tarification au regard de l'augmentation des tarifs d'électricité supportés par la collectivité ;
- la création d'un paragraphe relatif au tri des déchets et à un accès aux déchetteries de l'Agglomération pour les encombrants ;
- l'insertion du contrat d'occupation temporaire à signer par chaque preneur d'emplacements à son entrée dans l'aire.

#### **Le Conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et L.5211-9,

Vu la loi n°2000.614 du 5 juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage et ses décrets,

Vu le décret N°2000.569 du 29 juin 2001 relatif aux normes techniques applicables aux aires d'accueil des gens du voyage,

Vu le Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage de la Drôme en vigueur,

Vu la délibération en date du 25 mai 2005, par laquelle le Conseil Communautaire a désigné le terrain communal, cadastré YD 35, situé Hameau des Travailleurs à Montélimar comme aire de stationnement destinée aux gens du voyage itinérants,

Vu la délibération en date du 28 mars 2007 par laquelle le Conseil Communautaire a défini le règlement intérieur de l'aire, la tarification ainsi que les établissements scolaires publics en état de recevoir les enfants des voyageurs stationnant sur l'aire d'accueil des gens du voyage.

Vu la délibération en date du 08 décembre 2008 par laquelle le Conseil Communautaire a modifié le règlement de l'aire et la tarification,

Après avoir entendu l'exposé précédent,  
Après en avoir délibéré,

**D'ABROGER** le précédent règlement intérieur approuvé par délibération du 28 mars 2007 et modifié par délibération du 08 décembre 2008 ;

**D'ADOPTER** le nouveau règlement intérieur applicable à l'aire d'accueil des gens du voyage itinérant de la Communauté d'agglomération, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, figurant en annexe ;

**DE DIRE** que ce règlement sera affiché à l'entrée de l'aire et qu'il sera remis par voie dématérialisée ou par papier à chaque famille souhaitant en bénéficier pour séjourner ;

**DE CHARGER** Monsieur le Président ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 08 décembre 2022

Julien CORNILLET  
Président

Valérie ARNAVON  
Secrétaire de séance

